

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETEX (exSINIAT SA (ant LAFARGE PLATRES))

ZONE INDUSTRIELLE
68490 Ottmarsheim

Références : 00464_25-01-2024_ETEX_VIIC_Respect-des-échéances-12072023
Code AIOT : 0006700464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement ETEX (ex SINIAT SA (ant LAFARGE PLATRES) implanté ZI 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 10/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX (ex SINIAT SA (ant LAFARGE PLATRES))
- ZI 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site est la production de plaques de plâtre à partir de différents types de gypses (naturel, synthétique et recyclé).

Contexte de l'inspection :

- À la suite de la mise en demeure concernant l'absence de traitement et de contrôle de la qualité des eaux pluviales avant rejet vers le milieu sur le stockage de gypse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des eaux de ruissellement sur le stockage	AP de Mise en Demeure du 12/07/2023, article 2	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la vue des éléments transmis par l'exploitant et des constats effectués sur site, l'Inspection n'a pas pu constater un retour à la conformité concernant la gestion des eaux de ruissellement et de pluie au niveau du stockage extérieur de gypse et leur rejet dans le milieu selon les paramètres définis à l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001.

Compte tenu de cette non-conformité persistante et conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au préfet du Haut-Rhin un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux de ruissellement sur le stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/07/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux et du milieu
Prescription contrôlée : « Dans un délai de 3 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral n°012129 du 30 juillet 2001 modifié susvisé : Article 9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux Les eaux industrielles, y compris (...) les eaux pluviales sont rejetées dans le Grand Canal d'Alsace. Le rejet des eaux résiduaires doit satisfaire aux dispositions suivantes : - pH entre 6,5 et 9,5 - température < 30 °C - débit maximal journalier 250 m³ - matières en suspension MEST < 30 mg/l - demande chimique en oxygène DCO < 300 mg/l »
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un plan de la zone de stockage extérieur de gypse. Il a été constaté sur ce plan la présence d'un bassin de rétention sur la partie Est de la zone de stockage. Selon les dires de l'exploitant, l'installation de ce bassin a fait l'objet d'une étude par un prestataire afin de déterminer son positionnement et son volume pour capter les eaux de ruissellement du stockage. Sur le plan, il a également été constaté la présence d'un débourbeur / déshuileur avant infiltration dans un puits perdu. Ce point est une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée qui indique qu'en cas de rejets des eaux résiduaires, celles-ci doivent être rejetées dans le Grand Canal d'Alsace. Lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté la présence du bassin de rétention indiqué sur le plan. Le bassin de rétention dispose d'une géomembrane permettant l'imperméabilisation afin d'éviter l'infiltration des eaux retenues. Visuellement, l'Inspection a constaté la présence de deux tampons à proximité du bassin. Selon les dires de l'exploitant, ces deux tampons sont les points d'accès au débourbeur / déshuileur vu sur le plan. L'Inspection n'a pas pu avoir accès à l'équipement lors de la visite. Concernant les analyses des eaux résiduaires avant rejet, d'après les dires de l'exploitant, un bureau d'études serait venu sur site le 22 janvier 2024 afin de définir le point de prélèvement avant rejet. Le jour de la visite, il a été constaté qu'aucune mesure des rejets en sortie du bassin de rétention n'avait été réalisée depuis son installation.

Au niveau de la zone de stockage du gypse en lui-même, l'Inspection a constaté l'absence de bordures autour de la zone, l'absence de réseau de récupération des eaux pluviales (caniveaux) ainsi que la présence d'eaux stagnantes dans certains secteurs du stockage de gypse (notamment les secteurs Sud-Ouest et Sud-Est).

De plus, sur la partie Ouest de la zone de stockage les eaux pluviales de ruissellement des tas de gypse au vu de la configuration des tas et de la topographie de la zone, de l'absence de réseau de récupération des eaux pluviales et de l'absence de bordure, ne peuvent s'écouler que vers le milieu naturel.

En outre, ce bassin de récupération n'est pas relié au Grand Canal.

L'ensemble de ces constats ne permet pas de garantir la captation de l'ensemble des eaux de ruissellement sur le stockage de gypse et donc d'éviter le ruissellement des eaux pluviales vers le milieu (infiltration) sans être traitées et contrôlées.

De plus, ces rejets ne sont pas orientés vers le Grand Canal d'Alsace comme indiqué dans la prescription contrôlée.

L'ensemble des constats réalisés lors de la visite d'inspection ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu.

Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement. Un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative est joint au présent rapport.

Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant que le fait de ne pas se conformer à un arrêté de mise en demeure l'expose aux sanctions pénales en application des dispositions prévues à l'article L.173-1-II- 4° du Code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte